

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12095]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het verslag over de wijze waarop het lid van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap, in tijdelijk verband aangesteld, zijn opdracht heeft vervuld

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2002 tot vaststelling van het model van verslag over de wijze waarop een lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, tijdelijk aangesteld, zijn opdracht heeft vervuld;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het verslag over de wijze waarop het lid van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap, in tijdelijk verband aangesteld, zijn opdracht heeft vervuld, wordt opgesteld volgens het als bij dit besluit gevoegde model.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2002 tot vaststelling van het model van verslag over de wijze waarop een lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, tijdelijk aangesteld, zijn opdracht heeft vervuld, wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het statuut van het technisch personeel van de PMS-centra van de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12133]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'article 75 remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 27 septembre 1991, modifié par les décrets du 8 mars 2007 et du 11 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le bulletin de signalement, le rapport spécial annexé au bulletin de signalement et la fiche individuelle des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est abrogé.

Art. 3. Les Ministres ayant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et du Droit des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J. Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Bulletin de signalement¹ des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement de la Communauté française

Etablissement d'enseignement :

Signalement de Mme/M. (nom et prénom) :

Diplôme :

Fonction :

Attribué le :

Mention de signalement attribuée :

Très bon

Bon

Insuffisant

Motivation du signalement² :

.....
.....
.....

¹ Le bulletin de signalement est rédigé, s'il y a lieu, par le chef d'établissement entre le 15 avril et le 15 mai de chaque année. Un bulletin de signalement est également rédigé pour tout membre du personnel qui en fait la demande. Dans ce cas, le signalement peut être établi à tout moment de l'année scolaire sans qu'il puisse, en aucun cas, être établi plus d'un signalement au cours d'une même année scolaire.

² La motivation du signalement peut, le cas échéant, être rédigée sur une feuille libre portant l'entête de l'établissement et être annexée à la présente.

.....
.....

Date

Signature du chef d'établissement :

.....

Ce bulletin de signalement et une copie ont été remis à l'intéressé(e) en date du

.....

Signature du chef d'établissement :

Visa³ du membre du personnel :

.....

.....

Pris connaissance de la mention de signalement attribuée :

D'accord

Pas d'accord⁴ pour les motifs suivants

.....
.....
.....
.....
.....

Date

Signature de l'intéressé(e) :

.....

Ce bulletin a été remis au chef d'établissement en date du :

³ Le membre du personnel vise le bulletin de signalement original et le restitue dans les dix jours.

⁴ Si le membre du personnel estime que la mention de signalement attribuée n'est pas justifiée, il vise en conséquence le bulletin de signalement et le restitue dans les dix jours, accompagné d'une réclamation écrite au chef d'établissement. Cette réclamation est annexée au bulletin de signalement.

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

.....

Après avoir pris connaissance de la réclamation⁵ datée du et des motifs invoqués par l'intéressé(e), je décide :

- de maintenir la mention :
- de modifier la mention :

Date :

Signature du chef d'établissement :

.....

Cette décision a été notifiée au membre du personnel intéressé en date du

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

.....

Pris connaissance de la décision définitive:

D'accord

Pas d'accord

Date :

Signature du membre du personnel :

.....

Date d'introduction du recours⁶:

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

.....

⁵ Dans les 10 jours de la réception de la réclamation, le chef d'établissement notifie sa décision définitive au membre du personnel.

⁶ Ne remplir que si un recours est introduit.

Ce bulletin de signalement, le recours éventuel a (ont) été adressé(s) à l'Administration générale des personnel de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française en date du

Signature du chef d'établissement :

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et du Droit des femmes,

R. DEMOTTE

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,**

J. Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,

M. M. SCHYNS

.....
Ce rapport spécial a été rédigé en date du :

Signature du chef d'établissement :
.....

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et du Droit des femmes,

R. DEMOTTE

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,**

J. Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,

M. M. SCHYNS

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Fiche individuelle des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Etablissement d'enseignement :

Fiche de Mme/M. (nom, prénom) :

Appréciations pédagogiques : Analyse succincte, Date(s)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Faits ou constatations favorables (1) : Analyse succincte, Date(s)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Faits ou constatations défavorables (1) : Analyse succincte, Date(s)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Signature du chef d'établissement :

Visa du membre du personnel :

.....

Cette fiche individuelle et une copie ont été remises au membre du personnel en date du

Signature du chef d'établissement :

Signature du membre du personnel :

.....

(1) Ces faits ou constatations ne peuvent avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Ces faits doivent être précis et concrets.

Si le membre du personnel estime que cette relation des faits n'est pas fondée il vise la fiche individuelle et la restitue dans les dix jours, accompagnée d'une réclamation écrite, au chef d'établissement. Cette réclamation est annexée à la fiche individuelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut

des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et du Droit des femmes,

R. DEMOTTE

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,**

J. Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,

M. M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12133]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, bepaald bij artikel 75 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, artikel 75 vervangen door het besluit van de Executieve van 27 september 1991, gewijzigd bij de decreten van 8 maart 2007 en 11 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, bepaald bij artikel 75 van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beoordelingsstaat, het bijzonder verslag gevoegd bij de beoordelingsstaat en de persoonlijke fiche voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden opgesteld volgens de modellen gevoegd als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 1995 tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, bepaald bij artikel 75 van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt opgeheven.

Art. 3. De Ministers bevoegd voor het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS